

Gouvernement du Québec

Décret 944-2005, 19 octobre 2005

CONCERNANT la promotion d'un officier à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante:

QUE le capitaine Pierre Toulouse soit promu au grade d'inspecteur;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE le capitaine Pierre Toulouse soit promu au grade d'inspecteur, au traitement annuel de 94 588 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

45202

Gouvernement du Québec

Décret 945-2005, 19 octobre 2005

CONCERNANT la Directive concernant la gestion et l'ameublement des espaces de l'Administration gouvernementale

ATTENDU QUE la Directive concernant la gestion et l'ameublement des espaces des ministères et des organismes du gouvernement a été adoptée par la décision du Conseil du trésor du 27 juin 1995 (C.T. 187485) et modifiée par la décision du 15 février 2000 (C.T. 194353);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 250 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), les directives prises par le Conseil du trésor en vertu d'une disposition abrogée de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) sont réputées des directives prises en vertu de la Loi sur l'administration publique;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 74 de cette loi, le Conseil du trésor peut, lorsqu'il estime qu'une question est d'intérêt gouvernemental, prendre une directive sur la gestion des ressources matérielles dans les ministères et les organismes de l'Administration gouvernementale concernés;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 74 de cette loi, une telle directive doit être approuvée par le gouvernement et, qu'une fois approuvée, elle lie les ministères et organismes concernés;

ATTENDU QUE, par sa décision du 30 novembre 2004 (C.T. 201757), le Conseil du trésor a pris la Directive concernant la gestion et l'ameublement des espaces de l'Administration gouvernementale;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor:

QUE la Directive concernant la gestion et l'ameublement des espaces de l'Administration gouvernementale, annexée au présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

DIRECTIVE CONCERNANT LA GESTION ET L'AMEUBLEMENT DES ESPACES DE L'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Loi sur l'administration publique
(L.R.Q., c. A-6.01, a. 74)

Préambule

La présente directive doit être appliquée dans un esprit d'utilisation et de gestion optimales du parc immobilier gouvernemental, et ce, en tenant compte de la Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise.

SECTION 1

INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

1. Dans la présente directive, on entend par :

«espaces administratifs» : la totalité de la superficie utilisable de bureau identifiée au bail ou à l'entente d'occupation conclue entre le ministère et la Société ;

«ministère» : un ministère ou un organisme assujetti à la présente directive ;

«mobilier intégré» : des meubles dont la majorité des composantes sont fixes et rattachées mécaniquement à des écrans acoustiques, permettant le passage en continu du câblage électrique et de communication ;

«mobilier normalisé» : des meubles autoportants et des écrans acoustiques, dont les spécifications sont celles des meubles et écrans acquis par le directeur général des achats ;

«Société» : la Société immobilière du Québec.

2. Cette directive s'applique aux ministères et aux organismes de l'Administration gouvernementale visés à l'article 3 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) et visés par un décret pris en vertu de l'article 19 de la Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., c. S-17.1), sous réserve des activités immobilières et des services exclus par ce décret, eu égard à un ministère ou à un organisme ou à une entité administrative de ceux-ci.

Elle s'applique aussi à la Société aux fins de l'application de la section 5.

Cette directive vise l'ensemble des espaces pouvant faire l'objet d'un bail ou d'une entente d'occupation entre un ministère et la Société et généralement identifiés par les catégories suivantes : atelier, bureau, entrepôt, laboratoire et autres.

SECTION 2

DÉFINITION DES BESOINS ET CHOIX DE LA SOLUTION IMMOBILIÈRE

3. Le ministère est responsable de définir ses besoins dans le respect des modalités prévues dans la présente directive.

Lors de la définition de ses besoins, le ministère rationalise l'espace nécessaire au classement en optimisant sa gestion documentaire.

4. La Société met à la disposition du ministère des locaux répondant aux besoins que celui-ci a définis. À cette fin, la Société identifie et évalue les solutions immobilières en considérant d'abord les espaces disponibles dans son parc immobilier.

Dans son évaluation des solutions immobilières, la Société tient compte des coûts d'espace et d'aménagement que ces solutions peuvent occasionner pour le ministère et, le cas échéant, pour les autres ministères affectés.

5. La Société convient avec le ministère de la solution la plus appropriée, en tenant compte, notamment, des coûts sur le plan immobilier et des impacts sur les opérations du ministère.

6. L'autorisation du Conseil du trésor est requise lorsque la solution immobilière retenue requiert des investissements en immobilisations excédant 1 500 000 \$ ou engendre une augmentation annuelle des loyers supérieure à 250 000 \$, sauf si cette solution fait l'objet d'un projet inclus dans un plan d'immobilisations d'un ministère approuvé par le Conseil du trésor.

Aux fins de l'approbation d'un plan d'immobilisations par le Conseil du trésor, on entend par «ministère» : un ministère ou un organisme budgétaire assujetti à la présente directive.

7. Lorsque la Société et le ministère ne s'entendent pas sur le choix de la solution immobilière, celle-ci est déterminée par le Conseil du trésor.

SECTION 3

AMÉNAGEMENT DES ESPACES

8. L'aménagement en aire ouverte est le type d'aménagement utilisé pour les postes de travail. Toutefois, l'aménagement en aire fermée peut être justifié dans les cas où il est plus économique d'utiliser l'aménagement existant ou lorsque la préservation du patrimoine le requiert.

9. Le ministère vise à atteindre un rapport entre le nombre de mètres carrés à l'intérieur duquel il aménage ses espaces administratifs et le nombre de postes de travail n'excédant pas 18 m² par poste de travail.

Pour l'application du premier alinéa, le ministère s'assure que l'aménagement de ses espaces respecte la capacité du bâtiment, en ce qui concerne, notamment, les systèmes mécaniques, la structure du bâtiment et la sécurité.

10. Le ministère détermine la superficie des postes de travail des employés, selon les dimensions maximales suivantes :

- a) cadres des classes 3 à 5 : 15 m² ;
- b) cadres des classes 6 à 10 : 9,3 m² ;
- c) personnel professionnel, personnel enseignant : 9,3 m² ;
- d) personnel fonctionnaire, personnel agent de la paix : 7 m².

La superficie allouée pour le poste de travail d'une personne handicapée est déterminée à partir de ses besoins particuliers.

Sur autorisation du sous-ministre ou du dirigeant de l'organisme, un poste de travail d'une dimension supérieure peut être alloué à une personne visée par un des groupes mentionnés aux paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa exerçant des responsabilités de gestion.

11. Malgré l'article 10, la dimension du poste de travail peut être la même pour tous les groupes d'employés visés aux paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa de cet article, lorsque cette solution est la plus économique. La dimension maximale du poste de travail est fixée à 9,3 m².

L'autorisation du sous-ministre ou du dirigeant de l'organisme est requise lorsque la dimension de ce poste de travail est supérieure à 7 m².

12. Malgré l'article 8, des postes de travail en aire fermée sont alloués aux personnes appartenant aux groupes suivants, selon les dimensions proposées :

- a) ministre, sous-ministre, dirigeant d'un organisme, juge : 32 m² ;
- b) sous-ministre associé et adjoint, vice-président d'un organisme, membre d'un tribunal administratif, directeur du cabinet d'un ministre, coroner : 25,8 m² ;
- c) membre d'un organisme, substitut du procureur général, juge de paix, attaché politique : 15 m² ;
- d) avocat, notaire, médecin régi par les directives de classification n^{os} 115 et 120, professionnel qui exerce les fonctions d'agent de probation au sens de la section IV de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) : 9,3 m².

Des postes de travail en aire fermée sont alloués aux cadres juridiques et aux cadres des classes 1, 2 et 3, mais, dans le cas d'un cadre de classe 3, seulement s'il est supérieur immédiat d'au moins deux cadres de classe 4 ou 5. Un poste de travail en aire fermée est aussi alloué à tout autre cadre s'il s'agit d'un directeur de greffe, d'un directeur de personnel, d'un secrétaire de ministère, d'un directeur de bureau d'enregistrement ou d'un directeur régional lorsque ce dernier est le principal représentant d'un ministère dans une région administrative. Sur autorisation du sous-ministre ou du dirigeant de l'organisme, des postes de travail en aire fermée peuvent être alloués aux autres cadres de la classe 3 et aux cadres des classes 4 et 5 lorsque l'exercice de leurs fonctions le justifie. Le ministère vise à cet égard une dimension moyenne n'excédant pas 15 m² pour l'ensemble des postes de travail en aire fermée alloués aux cadres.

SECTION 4 AMEUBLEMENT DES ESPACES ADMINISTRATIFS

13. Le ministère est responsable de la définition de ses besoins en matière de mobilier. Il en assume les coûts d'acquisition et d'entretien à même son budget.

14. Les espaces administratifs occupés par un ministère sont dotés de mobilier normalisé ou de mobilier intégré.

15. Conformément à la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4), le directeur général des achats achète, pour les ministères et les organismes auxquels cette loi s'applique, le mobilier normalisé et le mobilier intégré.

16. Les organismes auxquels la Loi sur le Service des achats du gouvernement ne s'applique pas peuvent acquérir leur mobilier conformément aux dispositions prévues à l'article 15.

17. Malgré l'article 14, un espace administratif peut être doté de mobilier autre que normalisé ou intégré dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) s'il se situe hors du Québec ;
- b) s'il s'agit du poste de travail d'une personne visée par les groupes mentionnés aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 12 ;
- c) s'il doit contenir des meubles particuliers, essentiels à l'exécution d'un travail spécialisé, non disponibles auprès du fonds des services gouvernementaux ; toutefois, le reste de l'espace administratif est doté de mobilier normalisé ou de mobilier intégré ;

d) s'il s'agit de l'espace réservé à l'accueil ou de la salle de réunion de la suite d'une personne visée par les groupes mentionnés aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 12.

Pour tous les autres cas, l'autorisation du Conseil du trésor est requise.

SECTION 5

AMÉLIORATIONS DES ACTIFS IMMOBILIERS

18. Aux fins de la présente section, on entend par :

«améliorations des actifs immobiliers» : les travaux visant à mettre aux normes des actifs immobiliers, à en prolonger la durée de vie utile, à en améliorer la qualité fonctionnelle ou à modifier, totalement ou partiellement, leur vocation.

19. La Société est responsable de la définition des besoins en améliorations des actifs immobiliers servant à loger les ministères.

20. La Société identifie, aux fins de répondre aux besoins définis en vertu de l'article 19, les mesures les plus appropriées, en tenant compte, notamment, des impacts sur les loyers et sur les opérations des ministères ainsi que de la nature des droits qu'elle détient sur l'immeuble.

21. La Société doit obtenir l'autorisation du Conseil du trésor lorsque les mesures retenues requièrent des investissements en immobilisations excédant 1 500 000 \$, sauf si ces mesures font l'objet d'un projet inclus dans un plan d'immobilisations d'un ministère approuvé par le Conseil du trésor.

Aux fins de l'approbation d'un plan d'immobilisations par le Conseil du trésor, on entend par «ministère» : un ministère ou un organisme budgétaire assujéti à la présente directive.

SECTION 6

DISPOSITIONS FINALES

22. Cette directive remplace la Directive concernant la gestion et l'ameublement des espaces des ministères et des organismes du gouvernement, adoptée par la décision du Conseil du trésor du 27 juin 1995 (C.T. 187485) et modifiée par la décision du 15 février 2000 (C.T. 194353).

23. La présente directive entre en vigueur à la date de son approbation par le gouvernement.

Gouvernement du Québec

Décret 946-2005, 19 octobre 2005

CONCERNANT l'entérinement de l'Entente de coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam ont signé, le 16 janvier 1992, une Entente de coopération économique et technologique qui a été approuvée par le décret n° 412-92 du 25 mars 1992;

ATTENDU QUE le groupe de travail conjoint constitué en vertu de cette entente assure et maintient des liens de coopération continus entre les parties signataires;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam ont signé à Hanoi, le 1^{er} avril 2004, une Entente de coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation et que cette entente vient remplacer le programme de bourses établi en vertu de l'Entente conclue le 16 janvier 1992;

ATTENDU QUE l'Entente conclue en avril 2004 vise à consolider et à accroître la coopération entre le Québec et le Vietnam dans le domaine de la formation supérieure dans des secteurs prioritaires d'intérêt commun;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., c. M-15), modifiée par le chapitre 28 des lois de 2005, le ministre peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, en vue de l'exécution de ses fonctions;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales et entérinées par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport: